

Qui, à l'école, pourra éduquer à la sexualité ?

- L'Evras, dans les écoles, est l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle.
- Normalement obligatoire, son application varie d'une école à l'autre.
- La Communauté française aimerait labelliser des intervenants assermentés pour le donner, mais le dossier se révèle très sensible.

Derrière la labellisation, le retour des divergences idéologiques

Que dire de la sexualité et de la vie affective à l'école? Comment parler du sexe et des sexes? Que faire pour aider les élèves à y dénicher leurs identités? Quand et comment en parler?

Ces questions, l'école ne les ignore plus. Battues et même rebattues, elles restent cependant d'une grande complexité. Pour aider le monde scolaire à y faire face, la Communauté française a rédigé en 2012, puis en 2013, deux textes légaux balisant ce qui était attendu des établissements, et pérennisant le projet Evras, pour "Education à la vie relationnelle, affective et sexuelle".

Une approche très large

Depuis 2013, toutes les écoles sont donc tenues de mettre en place l'Evras. Cette mise en place peut cependant prendre des formes diverses: l'Evras peut être abordé à l'occasion d'un cours de français, de biologie, de civisme, de religion...; à l'occasion d'un projet d'établissement; ou lors d'une séance spécifique qui lui sera dédiée. L'école a pour seule obligation d'explicitier ce qu'elle aura mis en place dans son rapport d'activité.

De même, elle reste libre de confier l'Evras à qui bon lui semble: à ses éducateurs, ses enseignants, son centre PMS, aux services de promotion de la santé à l'école, aux différents centres de planning familial, ou à des ASBL dont certaines se seraient spécialisées dans le domaine.

S'il laisse donc les écoles assez libres, l'objectif du législateur était de garantir plus d'équité afin que tous les élèves puissent développer des connaissances sur les ressorts de la vie relationnelle, affective et sexuelle, sur la contraception ou encore la santé sexuelle et reproductive. Que ces élèves puissent également développer "une capacité critique", des "choix personnels" et "autonomes", ainsi que des attitudes relationnelles fondées sur "l'écoute, le dialogue et l'acceptation des différences".

Bref, l'Evras brasse large, mais s'inscrit de la sorte pleinement dans une des finalités définies pour l'école: celle de faire grandir de jeunes adultes citoyens et autonomes.

Vers une labellisation des acteurs

Mais voilà, ambitieux, le projet semble connaître des ratés. Il y a quelques mois, le Service communautaire en promotion de la santé, le Sipes, soulignait que l'Evras n'est toujours pas développé dans toutes les écoles. Il pointait aussi la difficulté d'établir des statistiques réelles en la matière. En octobre, "Le Vif" estimait qu'un élève sur cinq n'avait jamais suivi de formation Evras et que cette proportion montait à un sur trois dans le qualifiant.

Mais si l'Evras varie donc d'une école à l'autre, des associations laïques, à l'instar du Centre d'action laïque, s'inquiétaient également du fait que ces formations seraient parfois données par des ASBL indépendantes "peu qualifiées" ou souhaitant, pour d'autres, "soumettre des élèves à des discours pro-vie et religieux". Ces associations citaient en exemple le Groupe Croissance. Saisie du dossier, la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (CDH) a investigué auprès de ce dernier, et n'y a trouvé aucun motif de préoccupation.

En partenariat avec le PS, elle travaille cependant à un projet plus large. Dans un premier temps, il viserait à récolter les données au sujet de la mise en place de l'Evras, à l'exemple de ce qu'a commencé à réaliser pour Bruxelles la

ministre de l'Aide aux personnes Céline Fremault (CDH). Ensuite, il s'agirait de "labelliser" les associations qui auront le droit de collaborer avec les écoles.

33%

DES ÉLÈVES DU QUALIFIANT

Dans les filières techniques et professionnelles, seul un tiers des élèves aurait bénéficié d'une formation Evras.

La neutralité n'existe pas

Selon différents échos et documents, il s'avère cependant que cette dernière ambition est très sensible. Le dossier serait même "explosif". Même si tous les acteurs ont le souhait de répondre aux préoccupations des élèves (voir ci-contre), personne ne peut en effet

se targuer de proposer une approche neutre de l'Evras, tant les discours sur la sexualité, quels qu'ils soient, sont profondément marqués par des courants anthropologiques, éthiques ou idéologiques. Chacune des approches porte le témoignage d'une conception de l'homme, du corps et du relationnel. Comment dès lors labelliser, sans uniformiser ou généraliser une approche particulière?

Toujours en discussion, les autorités francophones ont déjà rédigé un document de travail. Il révèle des critères de labellisation larges et encore peu définis, comme le souci d'adopter "une neutralité bienveillante", le bannissement d'objectifs commerciaux ou le respect des libertés fondamentales.

Grosso modo, du côté du réseau libre, on se montre vigilant. On ne souhaite pas que le législateur aille trop loin dans les prescrits. Le Segec, qui coordonne l'enseignement catholique, rappelle la nécessité de respecter l'autonomie des établissements et met en garde contre une trop grande standardisation des animations. Du côté laïque, on souhaite que la ministre soit plus proactive "pour assurer l'égalité entre les élèves". Fabienne Bloc, coauteure du récent livre "Jouissez sans entraves?", propose ainsi que ce label ne soit délivré qu'aux fédérations de planning familial assermentées. D'ici une décision des autorités, le bras de fer reste donc réel.

BoSCO d'Otreppe

“La pornographie crée des angoisses chez les jeunes”

Il y a trente ans, les jeunes ne connaissaient presque rien de la vie affective, amoureuse et sexuelle. Il fallait les sortir de l'ignorance en quelque sorte. Aujourd'hui, les adolescents savent beaucoup, et parfois mal. Il faut les aider à se départir d'images ou de représentations qui les blessent et les angoissent.”

Christine Hayois, directrice du Groupe Croissance, une ASBL qui propose des parcours Evras dans les écoles, fait le même constat que ses collègues des quatre fédérations de planning familial (qui assurent l'essentiel des formations Evras): les adolescents sont livrés à eux-mêmes sur Internet et face à la pornographie à laquelle ils sont soumis de manière trop souvent déréglée.

La dictature de la norme

Travailleuse au sein d'un centre de planning familial de la fédération laïque, Fabienne Bloc poursuit l'analyse en constatant que “les angoisses se sont déplacées”.

“Il y a moins d'angoisses liées à la grossesse par exemple. Elles sont plutôt liées aux normes. Les jeunes veulent répondre à ce qu'ils lisent dans les magazines, à ce qu'ils voient dans les vidéos. Le fait qu'ils se sentent obligés d'accomplir des pratiques sexuelles qu'ils n'auraient pourtant pas envie d'accomplir les angoisse. Le porno contribue donc à cette montée de l'angoisse. La fille se sent obligée d'accomplir ce que demande le garçon qui se sent, lui, obligé d'assurer ce qu'il a vu dans un film.”

Il est donc urgent, explique Fabienne Bloc, d'aider les jeunes à déconstruire les discours ou les images plaquées a priori sur la vie sexuelle, affective et relationnelle. Dans son propos, elle vise aussi les stéréotypes de genre “encore trop nombreux”. Il faut les aider aussi à “mettre des mots” sur ce qu'ils ressentent, afin qu'ils puissent comprendre “ce qu'ils veulent eux et pour eux-mêmes”.

D'autres acteurs, dans différents plans et associations insisteront, eux, sur de multiples autres aspects, dont la nécessité d'offrir aux jeunes de nouveaux repères, et même du sens alors qu'ils se trouvent démunis face à ce qu'ils lisent, entendent, vivent ou regardent.

Des questions techniques et éternelles

Ces objectifs révèlent à eux seuls à quel point assurer une formation Evras est un exercice complexe.

De manière générale, la formation débute par les questions posées anonymement par des élèves divisés le plus souvent en groupes non mixtes.

Ces questions témoignent aussi bien d'interrogations “techniques” que d'une recherche plus profonde: “Comment puis-je faire pour m'accepter telle que je

“Comment savoir si je suis normal?”
“Peut-on être heureux si l'on est homosexuel?”

QUESTIONS D'ÉLÈVES

suis? Comment et quand faire les dépistages? Est-ce normal d'avoir mal la première fois? Comment savoir si je suis normal? La pilule est-elle dangereuse pour la santé? Comment dire à mes parents que j'ai un petit ami? Peut-on être heureux si l'on est homosexuel? Mon petit ami m'oblige à subir telle ou telle pratique sexuelle sinon il me quitte, dois-je accepter?”

Derrière ces questions se cachent des questions “de toujours”, notent aussi l'ensemble des acteurs. “Quels qu'ils soient, les jeunes rêvent encore du grand amour, d'une relation respectueuse et équilibrée.”

Les formations Evras sont parfois le seul lieu où ils peuvent adresser leurs questions, et pour les formateurs, y répondre en quelques heures par an (au mieux) n'est pas toujours facile. D'où la nécessité, insiste Sophie De Kuyssche, secrétaire fédérale des CPMS pour le réseau catholique, de former dans les écoles “des référents Evras” qui puissent être une ressource pour les élèves tout au long de l'année.

BdO